



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 19, juillet 2011

CONTENU

Notre analyse	1
Politique commerciale américaine	
La Maison-Blanche va de l'avant avec les accords de libre-échange de l'ère Bush	2
Le programme d'aide à l'ajustement au commerce (PAAC) inclus dans l'accord de libre-échange avec la Corée du Sud soulève l'ire des républicains.....	3
Accord de libre-échange avec la Colombie : opposition démocrate et extension du SGP et de l'ATPDEA.....	5
Relations commerciales	
Accession de la Russie à l'OMC avant la réunion ministérielle de décembre ?.....	6
Investissements	
SelectUSA : un nouveau programme pour attirer les investissements directs étrangers	7
Études économiques et articles connexes	8

Notre analyse : L'Administration Obama a déposé au Congrès, le 28 juin dernier, les versions finales des trois accords de libre-échange (ALE) négociés sous George W. Bush et toujours en attente de ratification avec la Corée du Sud, Panama et la Colombie. Une extension du controversé programme d'aide à l'ajustement au commerce (PAAC, *trade adjustment assistance* (TAA) en anglais) ainsi que du système généralisé de préférences (SGP) et de l'*Andean Trade Promotion and Drug Eradication Act* (ATPDEA) seront aussi soumis au vote. L'Administration Obama, qui manœuvre depuis des mois entre les pressions des élus démocrates et républicains, espère compléter les procédures avant la fin de la présente session du Congrès en août. Si elle réussit son pari, cela lui permettra de s'attaquer pleinement aux autres enjeux commerciaux relégués au second plan depuis des mois comme l'avenir du cycle de Doha à l'OMC, ainsi que ses relations commerciales avec l'Asie et avec les pays des BRIC.

Les élus républicains s'opposent fermement au renouvellement du PAAC, un programme qu'ils jugent trop coûteux, voire inutile. La bataille idéologique entre les tenants de l'ajustement au commerce « naturel » et les défenseurs de la clause sociale est caricaturée par les positions tranchées des camps républicain et démocrate sur la question, toujours masquées par le débat sur la dette. Afin d'assurer le renouvellement du PAAC, l'Administration Obama a procédé à une réforme mineure du programme, mais elle l'a surtout inclus au projet de loi sur l'ALE avec la Corée du Sud. Malgré leur position dogmatique et leur dénigrement systématique du PAAC, il serait étonnant que les élus républicains risquent de faire dérailler l'ALE avec la Corée du Sud, qui fait consensus auprès de la majorité de la classe politique et des entreprises.

Le résultat du vote sur l'ALE avec la Colombie pourrait être serré. Le bilan en matière de droits de la personne de la Colombie pourrait aliéner l'appui de nombreux élus démocrates. Néanmoins, l'appui massif des élus républicains risque d'en assurer le passage. Le renouvellement du SGP et de l'ATPDEA a été inclus au projet de loi sur l'ALE avec la Colombie. L'ALE avec Panama devrait être ratifié sans grande controverse.

L'Administration Obama espère certainement pouvoir mettre les débats sur ces ALE derrière elle. Au cours de l'année électorale qui s'en vient, le président, que le parti républicain dépeint comme hostile aux intérêts de l'entreprise privée, pourrait ainsi se présenter de façon crédible à la fois comme un partisan du libre-échange et comme un défenseur des droits des travailleurs.



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 19, juillet 2011

Politique commerciale américaine

La Maison-Blanche va de l'avant avec les accords de libre-échange de l'ère Bush

L'adoption des accords de libre-échange (ALE) était devenue une question épineuse que les démocrates se devaient de régler avant l'année électorale 2012. L'Administration Obama a annoncé cette semaine que les projets de loi sur les trois ALE avec la Corée du Sud, Panama et la Colombie seraient soumis au vote du Congrès. De nombreuses modifications ont été apportées depuis 2010 afin de générer le soutien nécessaire à l'adoption des ALE au Congrès. Malgré les tensions persistantes avec des élus des deux camps, insatisfaits des réformes apportées aux ALE, la Maison-Blanche est confiante qu'ils seront ratifiés avant la fin de la session d'été.

L'Administration Obama devait à la fois répondre aux pressions des lobbies d'entreprises, qui appuient les ALE sans retenue, mais aussi à celles de sa base syndicale, généralement opposée aux ALE, et ce dans un contexte où les bienfaits du libre-échange sont de plus en plus remis en question par la population. Le bureau du représentant au Commerce (USTR) s'est affairé tout au long de l'année 2010 à renégocier les ALE de façon à répondre aux griefs de différents groupes de pression. Le 30 novembre 2010, les États-Unis et Panama ont signé un accord sur l'échange d'informations fiscales (*Tax Information Exchange Agreement*, TIEA en anglais) qui doit permettre de mettre fin à la pratique du secret bancaire dans ce petit pays d'Amérique centrale.¹ Peu après, le 3 décembre 2010, l'Administration Obama annonçait avoir renégocié les modalités de l'ALE avec la Corée du Sud.² Le report des concessions tarifaires dans le secteur de l'automobile et l'ouverture accrue du marché coréen pour les produits bovins américains, un enjeu politique délicat, a permis d'obtenir l'appui

« Le président Obama a défendu un agenda commercial ambitieux qui a pour objectif de doubler les exportations au cours des cinq prochaines années, de promouvoir une concurrence loyale et de refléter les valeurs américaines [...] Il est temps d'aller de l'avant avec le programme d'aide à l'ajustement au commerce et les accords de libre-échange avec la Corée du Sud, la Colombie et Panama, qui créeront des dizaines de milliers d'emplois. »

– Maison-Blanche, communiqué de presse, 28 juin 2011.

« Ces accords de libre-échange et le programme d'aide à l'ajustement au commerce stimuleront l'économie américaine et créeront de nouveaux emplois et de nouvelles occasions d'affaires aux États-Unis. [...] Nous croyons que les projets de loi mis de l'avant peuvent obtenir l'appui d'une majorité d'élus. »

– Sénateur Max Baucus, communiqué de presse, 28 juin 2011.



Le sénateur démocrate
Max Baucus

¹ Pour plus de détails consulter la Chronique commerciale américaine, vol. 3, no 32, 30 novembre 2010, en ligne : CEIM http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/CCAvol3no32_30-11-10.pdf

² Pour plus de détails consulter la Chronique commerciale américaine, vol. 3, no 33, 7 décembre 2010, en ligne : CEIM http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/CCAvol-3no33_07-12-10.pdf



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 19, juillet 2011

nécessaire à l'accord. Répondre aux griefs des élus démocrates contre l'ALE avec la Colombie s'est avéré complexe. Les tensions sociales y sont extrêmes et le bilan du pays en matière de respect des droits de la personne est déplorable. Il remporte la triste palme du plus grand nombre d'assassinats de représentants syndicaux année après année. En avril les États-Unis et la Colombie se sont entendus sur la mise en place d'une feuille de route qui doit permettre l'amélioration des normes du travail en Colombie.³

La Maison-Blanche a publié trois fiches d'informations qui résument les projets de loi sur les ALE :

Fiche d'information sur l'accord de libre-échange avec la Corée du Sud :

http://www.whitehouse.gov/sites/default/files/email-files/South_Korea_Trade_Agreement_Overview.pdf

Fiche d'information sur l'accord de libre-échange avec la Colombie :

http://www.whitehouse.gov/sites/default/files/email-files/Colombia_Trade_Agreement_Overview.pdf

Fiche d'information sur l'accord de libre-échange avec Panama : http://www.whitehouse.gov/sites/default/files/email-files/Panama_Trade_Agreement_Overview.pdf

Sources : White House, « Statement by the Press Secretary and Fact Sheets on Trade Adjustment Assistance and Pending Free Trade Agreements », *Press Release*, 28 juin 2011, en ligne : White House

<http://www.whitehouse.gov/the-press-office/2011/06/28/statement-press-secretary-and-fact-sheets-trade-adjustment-assistance-an> ; Max Baucus, « Baucus to Hold "Mock" Markup for South Korea, Colombia, Panama FTAs, Trade Adjustment Assistance », *Press Release*, 28 juin 2011, en ligne :

<http://finance.senate.gov/newsroom/chairman/release/?id=45f3ec4e-2c04-48b8-97ed-a5e84e76673c>

Le programme d'aide à l'ajustement au commerce (PAAC) inclus dans l'accord de libre-échange avec la Corée du Sud soulève l'ire des républicains

Le 28 juin, le président de la commission des Finances du Sénat, Max Baucus (D-MT), a annoncé avoir conclu une entente bipartisane avec le président de la commission des Voies et Moyens de la Chambre des Représentants, Dave Camp (R-Mich), sur le renouvellement du programme d'aide à l'ajustement au commerce (PAAC, *trade adjustment assistance* (TAA) en anglais), échu depuis février dernier.⁴ Le PAAC est intégré au projet de loi que la Maison-Blanche a présenté au Congrès sur l'accord de libre-échange (ALE) avec la Corée du Sud. Il sera rétroactif et en vigueur jusqu'à la fin de l'année 2013. Cependant, à en croire la réaction vive que cette annonce a suscitée dans le camp républicain, l'entente survenue entre les deux partis est pour le moins ténue. Les républicains souhaitent soumettre le renouvellement du PAAC au vote du Congrès séparément du projet de loi sur l'ALE avec la Corée du Sud. L'Administration Obama s'y refuse obstinément, craignant que le PAAC ne soit rejeté par la Chambre des représentants sous contrôle républicain.

Afin de répondre aux griefs des élus républicains qui reprochent au PAAC son coût élevé, 920 millions de \$ É-U en 2010, l'Administration démocrate a éliminé ou diminué certains bénéfices du

« Je recommande fortement à l'Administration de repenser son plan d'action et de soumettre les trois accords de libre-échange au vote du Congrès sans pilules empoisonnées. Le PAAC devrait être considéré en tandem avec le renouvellement de la procédure du «fast-track» comme il est coutume de le faire depuis 1974. »

– Sénateur Mitch McConnell, 28 juin 2011.

³ Pour plus de détails consulter la Chronique commerciale américaine, vol. 4, no 12, 30 mars 2011, en ligne : CEIM http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/CCA_vol-4no12_30-03-11.pdf

⁴ Pour un résumé du débat entourant le renouvellement du TAA et une présentation du programme, consulter la Chronique commerciale américaine, vol. 4, no 18, juin 2011, en ligne : CEIM http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/CCA_vol-4_no-18_11-06.pdf



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 19, juillet 2011

programme. Rappelons que le PAAC, qui a été mis en place en 1962 afin de dédommager et d'aider les travailleurs qui perdent leur emploi à cause de l'ouverture au commerce international, a été renouvelé et amendé en 2009 dans le cadre des mesures de stimulus économique associées à la crise économique mondiale. Le programme, dans sa version de 2009, couvre en plus des employés du secteur manufacturier, ceux des services qui sont touchés par les délocalisations d'entreprises. La nouvelle version du programme continuera de les couvrir. Afin de répondre aux griefs des élus républicains, la couverture des programmes de soins de santé privés des employés mis à pied a été réduite, le programme ne s'appliquera plus aux employés de l'État et les fonds alloués aux volets communautaires ont été abolis. Somme toute, ces modifications sont cosmétiques et l'essentiel de la version du PAAC de 2009 sera reconduite.

« Le projet de loi sur le PAAC devrait être étudié séparément du projet de loi sur l'accord de libre-échange avec la Corée du Sud. Le président Obama devrait soumettre au Congrès les accords de libre-échange avec la Colombie, Panama et la Corée du Sud indépendamment de toute autre mesure. »

– Sénateur Orrin Hatch, communiqué de presse, 28 juin 2011.

Les compromis consentis par l'Administration ne semblent pas convaincre les leaders républicains au Congrès d'appuyer le PAAC. Ils s'opposent farouchement à son inclusion dans l'ALE avec la Corée du Sud. Ils entendent faire tout en leur pouvoir pour que le PAAC soit retiré du projet de loi. Pour parvenir à leurs fins, ils ont choisi de faire obstruction aux procédures législatives du Congrès. Une fois le projet de loi élaboré par la Maison-Blanche, celui-ci étant couvert par la procédure «fast-track», la Chambre des Représentants et le Sénat ne peuvent techniquement pas y apporter d'amendements. Le projet de loi est tout de même examiné par les commissions compétentes des deux Chambres. Les élus peuvent y proposer des amendements, que l'exécutif n'est pas tenu de considérer lorsqu'il entérinera les projets de loi finaux. Les élus républicains ont boycotté la séance de la commission des Finances prévue le 30 juin qui devait étudier les trois projets de loi sur les ALE, et ce afin d'introduire d'abord le projet de loi sur l'ALE avec la Corée du Sud à la commission des Voies et Moyens de la Chambre des représentants qu'ils contrôlent. Ils souhaitent ainsi séparer le projet de loi sur l'ALE avec la Corée du Sud et celui sur le PAAC, ce qui est possible seulement si les deux projets de loi créés sont identiques au texte original soumis par l'exécutif et transférés en bloc au Sénat. Les républicains espèrent pouvoir y procéder à une obstruction systématique afin de contraindre l'exécutif à accepter la séparation des deux projets de loi, qui devront ensuite être déposés de nouveau individuellement pour un vote final.

L'Administration Obama a déjà fait savoir qu'elle ne considérerait pas les deux textes séparément. Elle tente ainsi de mettre de la pression sur les élus républicains, faisant miroiter la possibilité qu'ils portent l'odieux de l'échec de l'adoption de l'ALE avec la Corée du Sud. Rappelons-le, cet ALE est le moins controversé des trois. Étant donné son importance stratégique, il devrait obtenir les votes nécessaires pour entrer en vigueur d'ici à août.

Pour consulter la fiche d'information sur le programme d'aide à l'ajustement au commerce (TAA) publié par la Maison-Blanche, voir : http://www.whitehouse.gov/sites/default/files/email-files/TAA_Fact_Sheet.pdf



Le sénateur républicain
Orrin Hatch



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 19, juillet 2011

Pour consulter la lettre conjointe des sénateurs républicains siégeant à la commission des Finances du Sénat expliquant leur boycottage de la séance d'étude du projet de loi sur les trois ALE, voir :

<http://finance.senate.gov/newsroom/ranking/release/?id=3a2e56a0-7a3d-4242-984e-8f05e1b51764>

Pour consulter le communiqué de presse du sénateur républicain Orrin Hatch sur l'inclusion du TAA dans le projet de loi de l'ALE avec la Corée du Sud, voir : <http://finance.senate.gov/newsroom/ranking/release/?id=68449a73-cb93-4eff-8da7-525c4898ff60>

Sources : Vicki Needham et Josiah Ryan, « GOP Boycotts Mock Markup of Trade Deals », *The Hill*, 30 juin 2011, en ligne : The Hill <http://thehill.com/blogs/on-the-money/1005-trade/169303-gop-boycotts-mock-markup-of-trade-deals> ; Doug Palmer, « Obama Free Trade Push Faces Senate Committee Fight », *Reuters*, 30 juin 2011, en ligne : Reuters <http://www.reuters.com/article/2011/06/30/us-usa-trade-congress-idUSTRE75T1VX20110630> ; « Administration Officials Warn President Will Not Submit FTAs Without TAA », *Inside US Trade*, vol. 29, no 26, 1er juillet 2011

Accord de libre-échange avec la Colombie : opposition démocrate et extension du GSP et de l'ATPDEA

L'accord de libre-échange (ALE) avec la Colombie ne fera pas mention de la feuille de route sur la réforme des normes du travail dans le pays, dont l'application devait pourtant être conditionnelle à l'adoption de l'ALE. L'Administration Obama se défend de vouloir minimiser l'importance de la feuille de route et justifie cette omission par le fait que les réformes colombiennes n'exigent aucune modification à la loi américaine. Cependant, un groupe d'élus démocrates, mené par le leader démocrate à la commission sur les Voies et Moyens de la Chambre des Représentants, Sander Levin (D-Mich), refuse de donner son appui à l'ALE dans ces conditions. Ils craignent que la Colombie mette fin aux réformes dès que l'ALE entrera en vigueur si le respect de la feuille de route n'est pas requis légalement. L'Administration de son côté ne souhaite certainement pas retarder indéfiniment la mise en application de l'ALE dans le cas très probable où la Colombie serait incapable de démontrer une amélioration tangible de l'application des normes du travail. Cela dit, l'absence de la feuille de route dans la version finale du projet de loi répond avant tout aux pressions des républicains qui menaçaient de rejeter l'ALE si elle en faisait partie. L'opposition des élus démocrates et des syndicats ne devrait pas empêcher l'adoption de l'ALE par le Congrès, une majorité de sénateurs démocrates s'étant déjà prononcés en faveur de l'accord.

« Le projet de loi sur l'ALE avec la Colombie est le dernier droit de regard que les élus auront sur l'accord et le refus d'y intégrer le plan d'action sur les droits des travailleurs colombiens est une erreur grave. »

– Sander Levin, communiqué de presse, 27 juin 2011.

Le projet de loi sur l'ALE avec la Colombie inclut l'extension rétroactive du système généralisé de préférences (SGP, *Generalized System of Preference* (GSP) en anglais) et de l'*Andean Trade Promotion and Drug Eradication Act* (ATPDEA), échus respectivement depuis le 31 décembre 2010 et le 15 février 2011. Les deux programmes préférentiels devraient être renouvelés jusqu'au 31 juillet 2011.

Pour consulter le communiqué de presse de Sander Levin sur les ALE avec la Corée du Sud, la Colombie et Panama, voir : <http://levin.house.gov/press-release/colombia-fta-implementing-bill-fatally-flawed-without-worker-rights-action-plan>

Sources : Vicki Needham, « Opposition to Colombian Trade Deal Grows Among House Democrats », *The Hill*, 30 juin 2011, en ligne : The Hill <http://thehill.com/blogs/on-the-money/1005-trade/169223-opposition-to-colombian-trade-deal-grows-among-house-democrats> ; « Draft Colombia FTA Bill Contains Retroactive GSP, ATPDEA Extensions », *Inside US Trade*, vol. 29, no 26, 1er juillet 2011.

Relations commerciales

Accession de la Russie à l'OMC avant la réunion ministérielle de décembre ?

Les ambassadeurs européens et américains à Genève négocient avec la Russie afin de compléter le processus d'accession du pays à l'OMC d'ici la réunion ministérielle de décembre 2011. Le processus d'accession de la Russie est en cours depuis 17 ans et l'Administration Obama a clairement exprimé son souhait de le voir complété cette année.⁵



Le représentant adjoint américain au Commerce pour l'OMC et les affaires multilatérales, Chris Wilson, a résumé l'avancement des négociations à Genève lors d'un événement organisé par la Washington International Trade Association, le 22 juin dernier. Les négociations achoppent sur quatre points distincts. Premièrement, la Russie devra présenter une liste d'engagements unique. Cela s'avère techniquement complexe, puisqu'il lui faut agréger ses engagements bilatéraux conclus sur une période de plusieurs années avec un nombre important d'États. De surcroît, les États-Unis exercent des pressions afin que la Russie accélère la libéralisation de sa grille tarifaire sur les produits du porc et de la volaille. Deuxièmement, la Russie devra harmoniser ses normes sanitaires et phytosanitaires avec celles de l'OMC. Troisièmement, certaines règles sur l'investissement, notamment dans le domaine de l'industrie automobile, devront être revues. Quatrièmement, les États-Unis veulent obtenir l'assurance d'une meilleure application des règles de droit en Russie, notamment celles relatives aux droits de propriété intellectuelle (DPI). M. Wilson croit que les négociateurs européens, américains et russes peuvent en arriver à une entente sur ces points à l'automne.

Un obstacle politique majeur pourrait cependant engendrer de nouveaux retards dans le processus d'accession de la Russie. Elle négocie actuellement avec la Géorgie les modalités de l'appui de cette dernière. Rappelons qu'une courte guerre a opposé les deux États en 2008 sur une question territoriale. Leurs relations sont tendues depuis et de nombreux produits géorgiens font toujours l'objet d'un embargo en Russie. L'appui de tous les membres de l'OMC est nécessaire à l'accession d'un nouveau membre. La Géorgie est membre de l'OMC depuis 2000.

Aux États-Unis, l'amendement Jackson-Vanik est toujours en vigueur et empêche techniquement la Russie de recevoir le traitement de la nation la plus favorisée (NPF). L'amendement est suspendu annuellement depuis 1994, mais son abolition est nécessaire à l'octroi du statut NPF permanent à la Russie. Cette procédure devrait être une formalité, mais elle engendrera certainement de longs débats en Chambre. L'Administration Obama souhaite que le Congrès débattenne de cette question avant l'accession de la Russie, qui pourrait sinon retarder unilatéralement la mise en application de sa liste d'engagements envers les États-Unis. Le débat risque d'être politiquement sensible, alors que de nombreux congressistes reprochent à la Russie son piètre bilan en matière de respect des droits de la personne et de mise en application des DPI. De plus, les questions relatives au passage des trois ALE avec la Corée du Sud, Panama et la

⁵ Voir la Chronique commerciale américaine, vol. 4, no 10, du 17 mars 2011 pour plus de détails : http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/CCA_vol-4no10_17-03-11.pdf



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 19, juillet 2011

Colombie, qui occupent tout l'espace législatif, devront être réglées avant de pouvoir amorcer le débat sur l'abolition de l'amendement Jackson-Vanik.

Malgré ces obstacles, l'accession de la Russie à l'OMC avant 2012 semble possible. Pour la plupart des observateurs, cela permettrait d'y améliorer le respect de la règle de droit. La Russie est un des derniers pays d'envergure à toujours être exclu de l'OMC.

Sources : «Russia Finds US Support in WTO Accession Efforts, Though Obstacles Remain », *Bridges Weekly Trade News Digest*, vol. 15, no 24, 29 juin 2011, en ligne : ICTSD <http://ictsd.org/i/news/bridgesweekly/109707/> ; Doug Palmer, « Obama Wants Russia Trade Vote Before WTO Deal: Trade Official », *Reuters*, 22 juin 2011, en ligne : Reuters <http://www.reuters.com/article/2011/06/22/us-usa-russia-trade-idUSTRE75L6Q720110622>

Investissements

SelectUSA : un nouveau programme pour attirer les investissements directs étrangers

Dans un contexte de fort taux de chômage (9 %), de délocalisation des entreprises manufacturières et de forte concurrence internationale pour l'attraction des IDE, l'administration Obama a lancé à la mi-juin un nouveau programme, dirigé par le département du Commerce, qui centralisera l'accès à l'information concernant les diverses réglementations fédérales encadrant les investissements directs étrangers (IDE). L'objectif est d'accroître l'attractivité des États-Unis pour les entreprises étrangères qui souhaitent y investir en réduisant les obstacles réglementaires auxquels elles sont confrontées. Un nouveau site internet (www.selectUSA.gov) doit permettre aux entreprises étrangères ainsi qu'aux États américains d'obtenir une aide directe et de l'information de la part des départements et des agences fédérales qui imposent une grande variété de réglementations aux investisseurs.

« Au cours des dernières années, nous subissons une pression accrue de nos concurrents étrangers qui souhaitent aussi attirer et retenir une part croissante des IDE, et nous voyons des entreprises américaines délocaliser leur production. Dans cet environnement économique global, SelectUSA, permettra de retenir davantage d'entreprises aux États-Unis et d'en attirer de nouvelles. »

– Secrétaire au Commerce Gary Locke, conférence de presse, 15 juin 2011.

L'annonce du secrétaire au Commerce, Gary Locke, était accompagnée de la publication d'un rapport-résumé qui fait le point sur les IDE aux États-Unis. Bien que les IDE, qui se sont élevés à près de 194 milliards de \$ ÉU en 2010, représentent principalement des transferts financiers ou des fusions-acquisitions, les filiales d'entreprises étrangères emploient près de 6 millions d'Américains, dont près de 2 millions dans le secteur manufacturier. De plus, les emplois offerts par ces filiales sont en moyenne mieux rémunérés que les emplois équivalents offerts par les entreprises locales.

Pour consulter le rapport-résumé du département du Commerce, voir : ESA <http://www.esa.doc.gov/Reports/foreign-direct-investment-united-states>

Pour consulter l'annonce du secrétaire Gary Locke : DoC <http://www.commerce.gov/news/press-releases/2011/06/15/us-commerce-secretary-gary-locke-announces-first-federal-effort-attra>



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 19, juillet 2011

Études économiques et articles connexes

Cette semaine dans l'actualité :

Doug Palmer, « Record U.S. Exports Temper Slowdown Fears », *Reuters*, 9 juin 2011, en ligne : Reuters <http://uk.reuters.com/article/2011/06/09/uk-usa-economy-idUKTRE75837Z20110609>

Uri Dadush et William Shaw, « Yes, the United States is Competitive », *International Economic Bulletin*, 16 juin 2011, en ligne : CEIP <http://carnegieendowment.org/2011/06/16/yes-united-states-is-competitive/6bs>

Bruce Katz, « The Great Lakes Can Lead the World », *The National Post*, 17 juin 2011, en ligne : Brookings http://www.brookings.edu/opinions/2011/0617_great_lakes_katz.aspx

Erik Wasson, « Dems Lash Out at China, Try to Force Vote on Currency Bill », *The Hill*, 17 juin 2011, en ligne : The Hill <http://thehill.com/blogs/on-the-money/1005-trade/167077-dems-lash-out-at-china-try-to-force-vote-on-currency-bill>

«US Turns Screw on Europe over Greece Crisis », AFP, 21 juin 2011, en ligne : All Voices <http://www.allvoices.com/contributed-news/9470808-us-turns-screw-on-europe-over-greece-crisis>

Jagdish Bhagwati, « Why Free Trade Matters », *Project Syndicate*, 23 juin 2011, en ligne : CFR <http://www.cfr.org/trade/why-free-trade-matters/p25339>

Robert C. Pozen, «A Plan to Tax the Foreign Income of U.S. Companies », *Bloomberg*, 27 juin 2011, en ligne : Brookings http://www.brookings.edu/opinions/2011/0627_corporate_foreign_tax_pozen.aspx

Sarah Edelman, « Bulldozing Democracy One FTA at a Time », *Eyes on Trade*, 27 juin 2011, en ligne : EOT <http://citizen.typepad.com/eyesontrade/2011/06/the-vicious-murder-of-30-year-old-environmental-activist-juan-francisco-duran-ayala-earlier-this-month-is-the-latest-devastat.html>

Lori Wallach, « Obama Edges Closer to Political Cliff With Deal to Combine Program to Aid Workers Losing Jobs to Trade With Three Bush-Era NAFTA-Style Trade Pacts Projected to Cause More Job Loss », *Eyes on Trade*, 30 juin 2011, en ligne : EOT <http://citizen.typepad.com/eyesontrade/2011/06/obama-edges-closer-to-political-cliff-with-deal-to-combine-program-to-aid-workers-losing-jobs-to-tra.html>

Études économiques et commerciales :

Trade Promotion Coordinating Committee, *2011 National Export Strategy : Powering the National Export Initiative*, Washington, juin 2011, en ligne : USTR <http://www.trade.gov/publications/pdfs/nes2011FINAL.pdf>



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 19, juillet 2011

John H. Makin, « Another Slowdown », *Economic Outlook*, 6 juin 2011, en ligne : AEI

<http://www.aei.org/outlook/101054>

Meredith Broadbent, « The Global Trade Picture from Washington », *Global Forecast 2011: International Security in a Time of Uncertainty*, juin 2011, en ligne : CSIS

http://csis.org/files/publication/110610_broadbent_GlobalForecast2011.pdf

Gary Clyde Hufbauer, « Logistics Reform for Low-Value Shipments », *Policy Brief, vol 11, no 7*,

juin 2011, en ligne : IIE <http://www.iie.com/publications/interstitial.cfm?ResearchID=1850>

Jeffrey J. Schott, « What Should the United States Do about Doha? », *Policy Brief, vol 11, no 8*, juin

2011, en ligne : IIE <http://www.iie.com/publications/interstitial.cfm?ResearchID=1851>

Peter Hakim, « Brazil and the U.S.: Remaking a Relationship », *Foreign Service Journal*, 9 juin 2011,

en ligne : IAD <http://www.thedialogue.org/page.cfm?pageID=32&pubID=2679&s=>

Chronique commerciale américaine

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Direction scientifique : Christian Deblock

Recherche et rédaction : David Dagenais

Pour nous joindre : +1 (514) 987-3000 #3910 - <http://www.ceim.uqam.ca> - ceim@uqam.ca



Abonnez-vous à la liste de diffusion et au fil RSS du bulletin !



<http://www.ceim.uqam.ca/spip.php?article483>



http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=backend-ceim&id_mot=278